

Spéculation agricole et flambée des prix alimentaires. Réguler pour réduire les risques de volatilité

Olivier de Schutter, septembre 2010

La crise mondiale des prix alimentaires de 2007/2008, qui a affecté de nombreux pays en développement jusqu'à ce jour, avait un certain nombre de causes. Les causes initiales étaient liées aux fondements même du marché, y compris l'offre et la demande pour les produits alimentaires, les frais de transport et de stockage, ainsi qu'une augmentation du prix des intrants agricoles. Toutefois, une partie importante de la hausse des prix et la volatilité des denrées alimentaires de base ne peut s'expliquer que par l'émergence d'une bulle spéculative. Dans cette note d'information, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation examine l'impact de la spéculation sur la volatilité des prix des produits alimentaires de base, et identifie des solutions envisageables.

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20102309_briefing_note_02_en.pdf (en)

Vivent les prix agricoles élevés !

Le Monde, 8 novembre 2010

Dans un contexte où les prix mondiaux des céréales connaissent de nouveau une augmentation importante, l'auteur insiste sur l'importance pour les pays pauvres de pouvoir bénéficier de prix élevés, aussi bien sur les productions destinées à l'exportation que sur le vivrier. Il rappelle que la Chine, l'Union européenne, les États-Unis, ont tous, à un moment, profité de prix agricoles forts, maintenus élevés par des protections douanières, pour assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Il s'insurge ainsi que l'on demande actuellement aux pays pauvres de développer leur agriculture et leur économie sans aucune protection, subissant de plein fouet la volatilité toujours plus grande des prix agricoles mondiaux.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/11/08/vivent-les-prix-agricoles-eleves_1435085_3232.html

Création de l'Union Nationale des (femmes) étuveuses de riz UNERiz-B

Abc Burkina, 17 novembre 2010

C'est pour renforcer leur organisation que les étuveuses de riz du Burkina Faso se sont retrouvées à Ouagadougou les 12 et 13 novembre 2010 et se sont constituées en Union nationale des étuveuses de riz du Burkina (UNERiz-B). Au cours de cette rencontre, elles ont adopté les statuts de leur Union qui précisent son but : « être un outil d'affirmation et de promotion du statut des Étuveuses de Riz, permettant la concertation et la recherche de synergie pour une action commune de ses membres, avec pour finalité la promotion du riz étuvé local. » Parmi les objectifs visés par l'Union, l'article souligne 1) la professionnalisation des acteurs, 2) promouvoir la commercialisation et la consommation du riz étuvé, 3) promouvoir la solidarité entre les organisations membres, 4) défendre le label « Burkina » en matière de riz étuvé et 5) mettre sur le marché du riz étuvé de qualité.

<http://www.abcburkina.net/content/view/781/1/lang.fr/>

La riziculture burundaise menacée d'extinction

CSA, 16 octobre 2010

L'économie rizicole burundaise traverse une période de turbulence, liée notamment à une politique d'aide alimentaire qui frise le dumping. En novembre 2009, le Burundi a en effet conclu avec le Japon un accord stipulant la mise à disposition de 450 000 yens pour l'achat de riz importé (du Japon mais aussi de Thaïlande, de Chine, d'Australie, etc.) et les services attendant (transport, frais d'agent). Cette concurrence du riz importé a engendré une mévente du riz local, risquant d'entraîner une chute des revenus des paysans et une hausse de la pauvreté, une baisse de la production rizicole burundaise, et l'incapacité de la Société de développement de l'Imbo (acheteuse du riz local) à rembourser ses dettes à la Banque nationale de développement économique, risquant ainsi la banqueroute. Face à cette situation, les organisations de producteurs et les organismes d'appui formulent des recommandations telles que : préférer une aide financière à une aide alimentaire ; pour l'aide alimentaire déjà engagée, utiliser les fonds provenant de sa vente au développement de la filière rizicole locale.

<http://www.csa-be.org/spip.php?article744>

Bernard Njonga : Le Cameroun est un pays riche très affamé

Cameroon-info.net, 10 novembre 2010

Dans cette interview, le président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic), Bernard Njonga, dénonce les importations massives de denrées alimentaires au Cameroun qui font une concurrence déloyale aux productions locales sur les marchés. Il y explique que le phénomène de « vie chère » ne repose pas que sur la faiblesse du pouvoir d'achat des populations mais aussi sur la dépendance à ces importations qui expose le Cameroun aux fluctuations de prix. Il lance un appel au pouvoir public camerounais de prendre les mesures nécessaires pour accroître l'approvisionnement du marché local en denrées agricoles via notamment la relance de programmes spéciaux agricoles en appui aux filières. Selon lui, la relance agricole doit passer par la promotion de la production et la consommation de produits locaux. Cet article fait également le point sur l'impact des importations massives de denrées alimentaires sur le développement de la production agricole et agroalimentaire nationale.

<http://www.cameroon-info.net/stories/0,27465,@,bernard-njonga-le-cameroun-est-un-pays-riche-tres-affame.html>

